

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1571 - 7 mars 1991 - 3,5 F

1492
* 1992

D 1571 AMÉRIQUE LATINE: PROPOSITION D'"ANNÉE JUBILAIRE" POUR 1992

Quelque soixante-dix personnes (principalement membres d'Eglises chrétiennes et représentants indiens) se sont rassemblées à São Paulo, Brésil, du 18 au 23 janvier 1991, pour la 3ème consultation oecuménique latino-américaine de pastorale indienne. Y participaient les organisations d'Eglise suivantes: ENDEPA d'Argentine, CIMI du Brésil, CLAI d'Equateur, CENAMI du Mexique, ENM du Paraguay et CETA du Pérou. La première rencontre de ce type avait eu lieu à Brasília, Brésil, du 10 au 14 mai 1983 sur le thème "Organiser l'espérance". Elle faisait suite à une rencontre oecuménique qui s'était tenue à Manaus, Brésil, du 18 au 23 novembre 1980 (cf. DIAL D 676). La deuxième consultation avait eu pour siège Quito, Equateur, du 30 juin au 6 juillet 1986 (cf. DIAL D 1143). Les déclarations qui s'ensuivent prennent place dans une liste déjà longue de prises de position sur le problème indien (cf. DIAL D 1544).

L'originalité de la dernière en date - texte ci-dessous - est la proposition de décrétation d'une année jubilaire en 1992 pour le 5e centenaire de l'Amérique latine. Selon la Bible - livre du Lévitique au chapitre 25, et livre du Deutéronome au chapitre 15 pour l'année "sabbatique" - chaque cinquantième année est dite "jubilaire"; elle comporte, entre autres prescriptions légales, l'affranchissement des habitants du pays, le retour de chacun dans son patrimoine, l'équité des transactions et la remise des dettes. Tout un programme, on le voit, pour la régulation actuelle des rapports entre les populations indiennes et les sociétés nationales qui les environnent.

Note DIAL

DÉCLARATION DE SÃO PAULO

Comme participants de la 3ème consultation oecuménique latino-américaine de pastorale indienne qui s'est tenue à São Paulo, Brésil, du 18 au 23 janvier 1991, nous nous sommes réunis pour réfléchir sur notre présence, notre service et notre engagement auprès des peuples originels à l'approche du 5ème centenaire de la présence des Eglises sur le continent.

Comme agents de pastorale indienne, Noirs, observateurs de la pastorale de la terre du Brésil, et membres des nations Aymara, Baniwa, Waunam, Guaraní, Inga, Kaingang, Cakchiquel, Mapuche, Mixteco, Miskito, Náhuatl, Quiché, Terena, Totonaca, Wichí et Zapoteco venant d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, d'Equateur, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, de Panama, du Paraguay, du Pérou et du Venezuela; et comme membres des Eglises anglicane, catholique, évangélique unie, luthérienne, méthodiste, morave et presbytérienne; en réunion fraternelle et solidaire durant la 3ème consultation,

nous déclarons que,

- après quelque cinq siècles de génocide, d'ethnocide et toutes sortes de discrimination, les quarante-cinq millions d'Indiens continuent d'être victimes d'agressions brutales, conjointement avec d'autres peuples historiquement appauvris. L'ac-

tion d'extermination s'accélère avec l'invasion des territoires indiens et avec l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leurs terres. Ce pillage affecte spécialement la région amazonienne où habitent de nombreux peuples indiens;

- on refuse aux Indiens comme peuples une participation réelle à la construction de la société, en conséquence du racisme qui règne toujours, ce qui les réduit à la condition de sous-hommes;

- à l'exploitation de la force de travail de l'Indien et du Noir (femmes et hommes, enfants et vieux) s'ajoute le poids de la dette extérieure que d'autres ont contractée et dont ils tirent profit, alors que des communautés indiennes en subissent les conséquences;

- l'anéantissement systématique de leaders de communautés indiennes est la démonstration la plus actuelle d'une politique intégrationniste des Etats, lesquels se considèrent trop souvent comme les maîtres et seigneurs absolus des peuples et des cultures indiennes, une pratique également en vigueur dans certains secteurs des Eglises;

- les peuples indiens connaissent encore des situations de violence généralisée, telles que les invasions de sociétés forestières et d'entreprises minières, la présence de groupes en armes, l'occupation militaire et le trafic de drogue;

- l'heure est venue d'en finir avec les divisions que les Eglises ont provoquées par un enseignement et une sacramentalisation, vides de vie vraie, qui endorment les consciences et étouffent les voix. Nous reconnaissons l'action engagée et respectueuse, ces dernières années, de quelques groupes des Eglises et de chrétiens personnellement engagés.

Face à cette réalité, nous nous engageons à

- travailler pour que nos Eglises accompagnent, favorisent par des espaces ouverts, reconnaissent et fassent connaître à la société environnante le Projet historique indien dans toutes ses implications et exigences, et qu'elles reconnaissent les religions indiennes dans un climat de dialogue oecuménique et de respect des différences;

- travailler à ce que, durant la 4e conférence du CELAM (1) à Santo Domingo en 1992, les évêques entendent directement les Indiens qui représenteront leurs peuples;

- travailler dans nos Eglises à ce que 1992 soit déclarée "Année du grand jubilé biblique" (Lévitique 25, 1-25), une année de véritable rencontre entre les peuples et les cultures, de consolidation des territoires indiens dans chaque pays;

- soutenir résolument les organisations indiennes représentatives, dans toutes leurs revendications pour la réalisation de leur projet;

- exiger de tous les pays la ratification, par leurs parlements, de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail - OIT (1989) sur les peuples indiens et tribaux dans des pays indépendants;

- travailler à ce que les gouvernements nationaux reconnaissent constitutionnellement les droits des peuples originels.

Devant cela, nous déclarons

- qu'en dépit de tant d'adversités, fruits de forces de destruction, nous voulons - en alliance avec d'autres secteurs sociaux historiquement appauvris (Noirs, paysans, paysans sans terre, travailleurs, femmes, étudiants, etc.) - nous engager dans la lutte historique des peuples originels pour leur survie, par le sauvetage des valeurs fondamentales de leurs ancêtres telles que l'unité, la terre, le territoire, la culture, l'autonomie et le droit.

(1) Appellation erronée. Il s'agit de la 4e "conférence générale de l'épiscopat latino-américain" dont la préparation est à la charge du "Conseil épiscopal latino-américain" (CELAM), organisme de liaison entre les 22 conférences nationales du sous-continent (NdT).

Nous tenons à faire savoir à l'ensemble du continent américain que les peuples originels sont encore vivants et que, à partir de leur manière d'être, ils apportent quelque chose de nouveau à l'heure historique où des pays acculés par la misère cherchent ardemment un modèle alternatif de développement.

Nous restons fermes dans notre marche en direction d'une nouvelle Histoire.

São Paulo, le 23 janvier 1991

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441